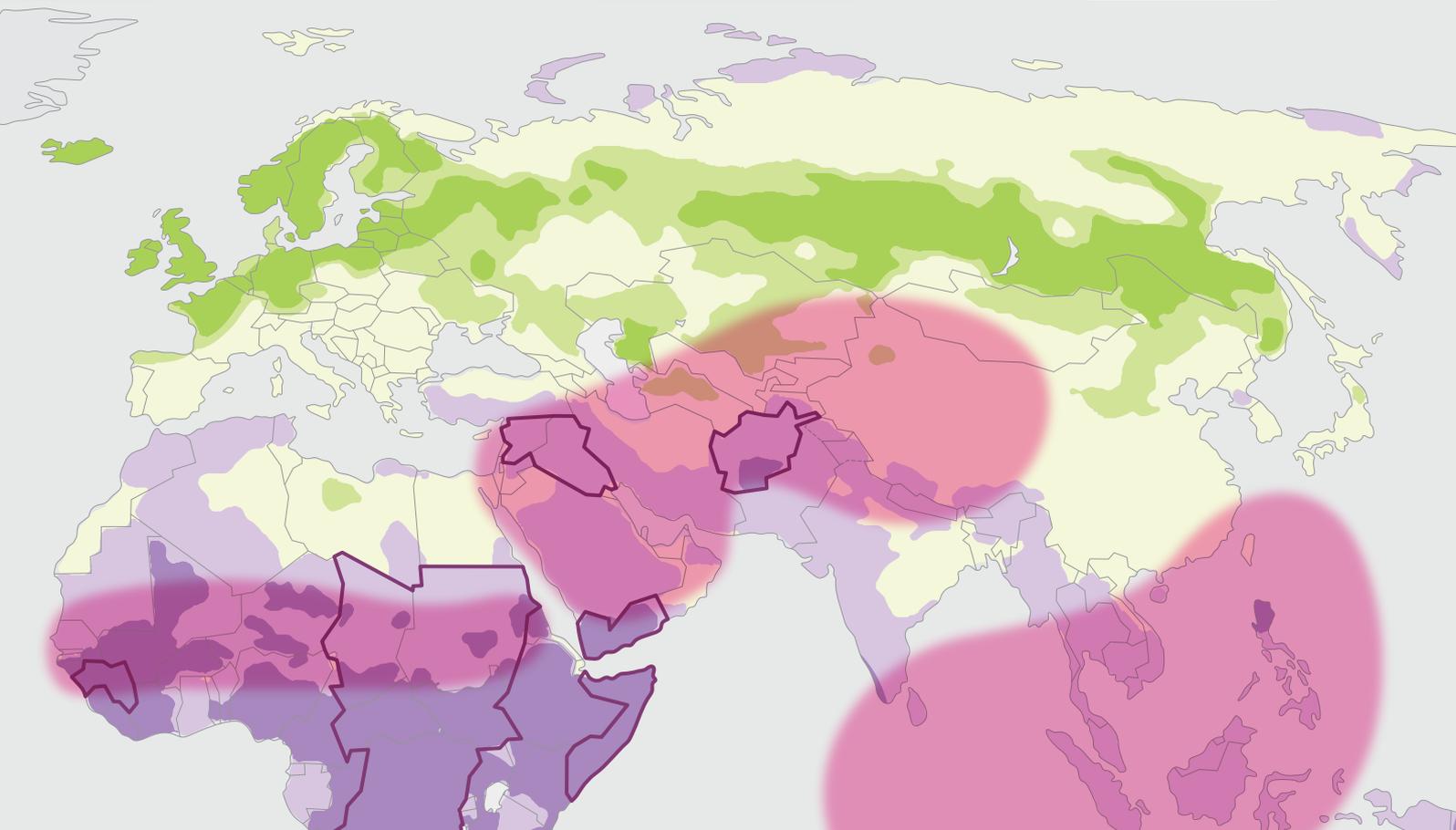


Synthèse des liens, N° 5, Juillet 2018

# Changement climatique & Environnement

# Fragilité et Conflit



# Principales observations

Les conflits violents augmentent en nombre et en intensité. La plupart ont lieu en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, et sont le résultat des interactions complexes entre plusieurs facteurs, dont certains liés à l'environnement.

La dégradation de l'environnement, aggravée par le changement climatique, n'entraîne pas nécessairement un conflit, mais elle peut avoir une incidence sur les facteurs de conflit, comme des faibles revenus dans les zones rurales ou l'insécurité alimentaire. Les risques de conflit augmentent là où la société, les institutions et les gouvernements sont dans l'impossibilité de relever les défis inhérents à ces facteurs. Les États en situation de fragilité se trouvent souvent dans cette situation, mais il faut poursuivre les recherches pour mieux comprendre les relations entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit.

De nombreux acteurs internationaux, dont l'Assemblée Générale de l'ONU, le Conseil de Sécurité de l'ONU, l'OTAN, l'OSCE, l'Union européenne, l'Union africaine et le G7, ont reconnu l'existence d'un lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit.

Un processus international dédié à ce lien pourrait améliorer la compréhension commune des dynamiques à l'œuvre, de la même manière que l'Initiative Nansen<sup>1</sup> a relevé les défis liés aux déplacements dans le cadre de catastrophes naturelles et de changement climatique.

Il est essentiel d'avoir une approche préventive pour réduire les risques de conflit. Une gestion des ressources en eau partagées pourrait renforcer la confiance entre les pays, prévenir les conflits et promouvoir la paix. La coopération au développement peut soutenir les mesures locales et nationales en faveur d'une agriculture durable, d'une restitution des terres et d'institutions démocratiques.

Les pays ayant déjà connu des conflits armés, risquent davantage de replonger dans un conflit. Là où les facteurs environnementaux sont les causes profondes ou les véritables raisons qui ont conduit à un conflit armé, ils doivent être réglés de façon adéquate par des accords de résolution de conflit et de paix respectifs.

## Contexte

### Pourquoi cette synthèse des liens ?

Cette synthèse des liens aide à comprendre le lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit. Au cours des dernières années, ce lien a fait de plus en plus l'objet de discussions à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Il fournit un aperçu des interconnexions complexes et porte sur les conflits liés aux ressources naturelles en déclin.

### Les problèmes environnementaux peuvent provoquer des tensions

La destruction et la surexploitation des ressources naturelles et des écosystèmes peuvent accroître le risque de conflits violents. La concurrence pour le contrôle des ressources naturelles en déclin, comme l'eau douce, les sols fertiles, la pêche ou la forêt, peut affecter les moyens de subsistance et accroître, indirectement, le risque de conflit. Le changement climatique peut aggraver les défis existants. À l'échelle internationale, celui-ci a été traité comme un sérieux facteur d'aggravation de conflits violents (Behrend 2015). En général, le risque de conflit est plus élevé dans un environnement fragile que dans un environnement où le gouvernement ou la société a les moyens de relever les défis (Detges 2017).

<sup>1</sup> L'Initiative Nansen a achevé ses travaux en 2015. La Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes a été lancée en mai 2016, pour en assurer le suivi : <https://disasterdisplacement.org/>

## Figure 1 : Interconnexions entre environnement et conflit

Produit par Zoï Environment Network, avril 2018

Les problèmes environnementaux / d'utilisation des ressources peuvent **provoquer des tensions** et menacer la sécurité. Les politiques environnementales peuvent traiter ces problèmes à la source, et baisser ainsi la tension.



En **traitant conjointement** les problèmes environnementaux généralement étrangers aux causes des conflits, les parties en conflit peuvent contribuer à améliorer le dialogue et à renforcer la confiance mutuelle.



Dans les conflits armés, l'environnement est souvent une victime des **dommages collatéraux**. En améliorant la sensibilisation à l'environnement et le comportement des combattants, ces dommages pourraient être réduits.



Un accès sauvage aux ressources naturelles peut alimenter les conflits en cours, en leur fournissant la base économique et financière indispensable (Mason et al. 2008). Les conflits peuvent également naître d'une abondance de ressources naturelles, comme les combustibles fossiles ou certains minerais. Ces ressources peuvent servir à financer des acteurs armés non-gouvernementaux ou des dictatures, encourager l'insurrection ou le séparatisme dans une partie du pays riche en ressources, ou entraîner la marginalisation et l'oppression violentes de la population régionale (Mason et al. 2008). Ces situations sont souvent appelées la « malédiction des ressources » (BM/ONU 2018).

### Le traitement conjoint des problèmes environnementaux peut améliorer le dialogue et renforcer la confiance

Les problèmes communs concernant l'état de l'environnement ou l'utilisation des ressources naturelles, peuvent amener les gens à essayer de les résoudre ensemble (ENVSEC 2017). Les efforts conjoints pour améliorer l'état de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, peuvent créer un climat de confiance entre les communautés et les nations et à terme, prévenir les conflits et promouvoir la paix.

### Dans les conflits armés, l'environnement est souvent une victime des dommages collatéraux.

Les interventions militaires dégradent et polluent l'environnement, de manière accidentelle ou dans le cadre

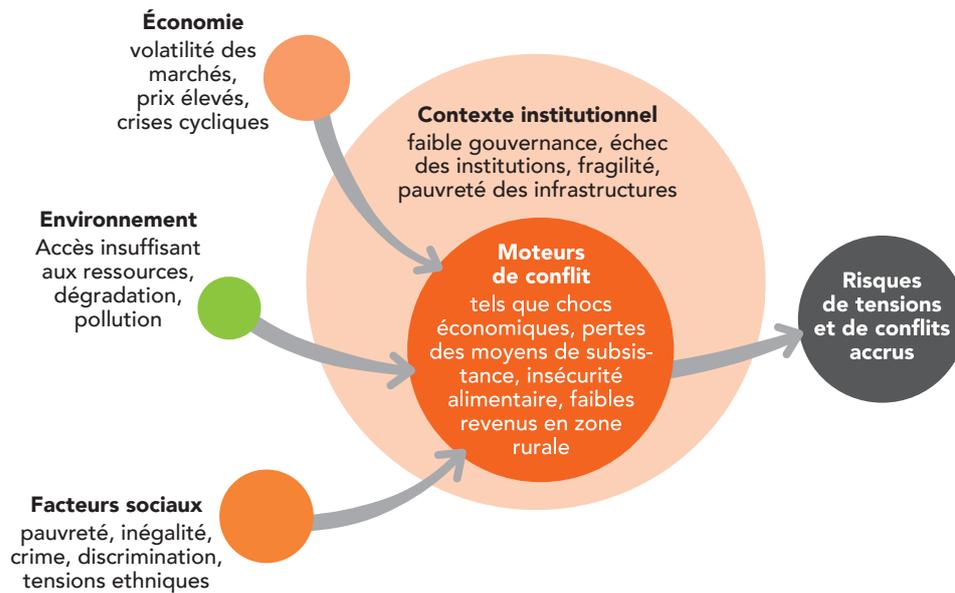
**Conflit** : le terme CONFLIT se réfère à une « relation entre deux ou plusieurs parties, marquée par la violence ou non, basée sur les différences réelles ou supposées quant aux besoins, aux intérêts et aux objectifs » (Means et al. 2002). Le conflit est une composante normale des sociétés, et une force de changement social importante. Toutefois, si le conflit s'intensifie, il peut devenir une force négative qui détruit la vie humaine, l'environnement et les relations sociales (Rüttinger et al. 2015).

**Fragilité** : le terme FRAGILITÉ combine l'exposition aux risques et la faible capacité de réaction de l'État, du système et/ou des communautés à gérer, absorber ou atténuer ces risques. Elle est de nature pluridimensionnelle. Les facteurs économiques, environnementaux, politiques, sociaux et sécuritaires contribuent à la fragilité. De plus, la fragilité n'est pas seulement liée aux pays en développement, ses défis sont universels. Elle peut engendrer des conséquences négatives, comme la violence, la panne des institutions, les déplacements, les crises humanitaires, ou d'autres situations d'urgence (OCDE 2016).

d'une stratégie visant à compromettre les moyens de subsistance dépendant de l'environnement. Tandis que les lois de la guerre (Protocole de Genève I, Art. 54) interdisent certaines pratiques, comme la destruction délibérée de terres agricoles, la protection de l'environnement se fait surtout de manière indirecte, en limitant le pouvoir destructeur de la guerre à travers les principes de nécessité, de proportionnalité et de distinction (Bodansky 2003).

## Figure 2 : l'environnement parmi les facteurs de tension et de conflit

Produit par Zoï Environment Network, avril 2018



### Caractère multicausal de la relation entre environnement et conflit

Les conflits ne sont jamais le résultat d'une cause unique, mais le fruit de l'interaction de multiples facteurs. Des recherches récentes se sont concentrées sur le lien entre changement climatique et conflits. Bien qu'elles ne permettent pas de conclure que le lien est direct et fort, les conclusions plaident en faveur de l'existence de liens indirects (Adger et al. 2014). Le changement climatique peut affecter les moteurs de conflit, par exemple, les faibles revenus en zone rurale ou l'insécurité alimentaire. Dans de tels cas, le changement climatique est décrit comme un « multiplicateur de menaces » : il accroît le risque de conflit en aggravant les tendances, les tensions et l'instabilité existantes. Il en va de même pour la dégradation de l'environnement en général (Behrend 2015). Toutefois, une croissance économique faible ou la présence d'autres moteurs de conflit ne conduisent pas forcément à la violence. Le contexte est important : des infrastructures inadéquates, des sociétés où règne la division ethnique ou des institutions démocratiques faibles, ainsi que l'incapacité de la société, des institutions et des gouvernements à relever les défis posés par la dégradation de l'environnement, peuvent accroître les risques sur les moyens de subsistance et la stabilité, et fournissent le contexte qui accroît le risque de conflit (Detges 2017). Ces conditions sont souvent réunies dans les États en situation de fragilité.

## Faits & Chiffres

Cette section présente des données sur des éléments importants de la chaîne de causalité entre dégradation de l'environnement et conflit. De plus, de brèves études de cas sur le Printemps Arabe et le Darfour donnent des indications sur les complexités des liens de causalité.

### Impacts de la dégradation de l'environnement sur les populations

Des écosystèmes sains sont essentiels à la survie, au bien-être et à la prospérité. À l'inverse, des écosystèmes en déclin peuvent accroître le risque de conflit, et ce n'est pas difficile d'en trouver quelques exemples.

Les forêts sont des écosystèmes essentiels qui filtrent l'eau douce, préviennent les inondations et l'érosion des sols, produisent des aliments sauvages et du bois de chauffage, et piègent de grandes quantités de carbone dans les sols. Depuis 1990, la taille des forêts naturelles perdues se monte à 129 millions d'hectares – soit une superficie plus grande que celle de l'Afrique du Sud. Si on ajoute les forêts naturelles qui sont passées en forêts plantées, le chiffre total atteint 239 millions d'hectares de forêts naturelles perdues (WWF 2016).

L'approvisionnement alimentaire et en eau dans le monde dépend en grande partie de la bonne qualité des sols. Environ 30 % de la superficie globale des terres ont connu une importante dégradation (WWF 2016).

L'accès à l'eau douce est important pour la vie domestique, l'agriculture et l'industrie. En 2014, près de 50 pays souffraient de stress hydrique ou de pénurie d'eau, contre à peine plus de 30 en 1992 (WWF 2016).

Plus de 3 milliards de personnes tirent jusqu'à 20 % de leurs protéines animales du poisson. À des niveaux biologiquement durables, la part des réserves halieutiques a diminué, passant de 90 % en 1974 à 69 % en 2013.

### Les conflits violents augmentent en nombre et en intensité

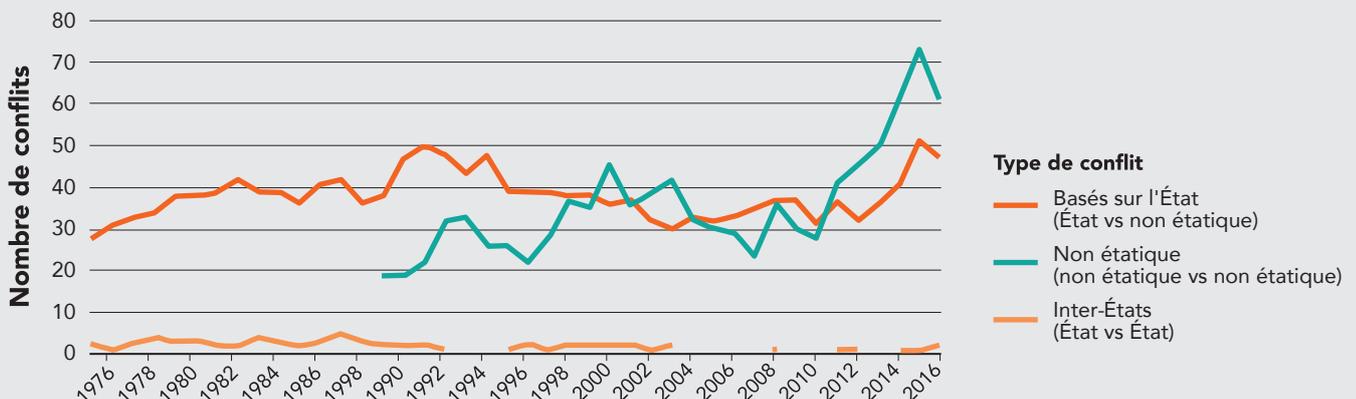
Depuis la fin de la Guerre Froide, la plupart des types de conflit violent avaient connu une baisse régulière en nombre et en intensité. Cette tendance s'est stabilisée en 2007, mais s'est inversée depuis 2010. Si le nombre de conflits violents inter-États reste bas, pas plus de deux par an, le nombre de conflits violents au sein d'un même État a augmenté. Ces conflits touchent un nombre croissant de groupes armés, et se produisent entre des groupes non étatiques et un État. Ils impliquent aussi de plus en plus une intervention extérieure (BM/ONU 2018).

L'intervention d'acteurs extérieurs à la poursuite d'intérêts stratégiques ou régionaux, a internationalisé les conflits violents. Ceux-ci sont également devenus plus complexes et plus multidimensionnels (BM/ONU 2018). La plupart des conflits violents d'aujourd'hui ont lieu en

**Figure 3 : conflits violents dans le monde, par type de conflit, 1975-2016**

Figure adaptée de BM/ONU 2018

Source de données : Allansson, Melander, and Themnér 2017; Gleditsch et al. 2002; Sundberg, Eck, and Kreutz 2012



Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, alors qu'ailleurs en Asie et en Europe – les épicentres de conflits antérieurs – le nombre de conflits violents a diminué. Mais il apparaît aujourd'hui que c'est dans les pays à faible revenu et à revenu moyen que se déroulent certains des conflits les plus meurtriers et, en apparence, les plus insolubles (BM/ONU 2018).

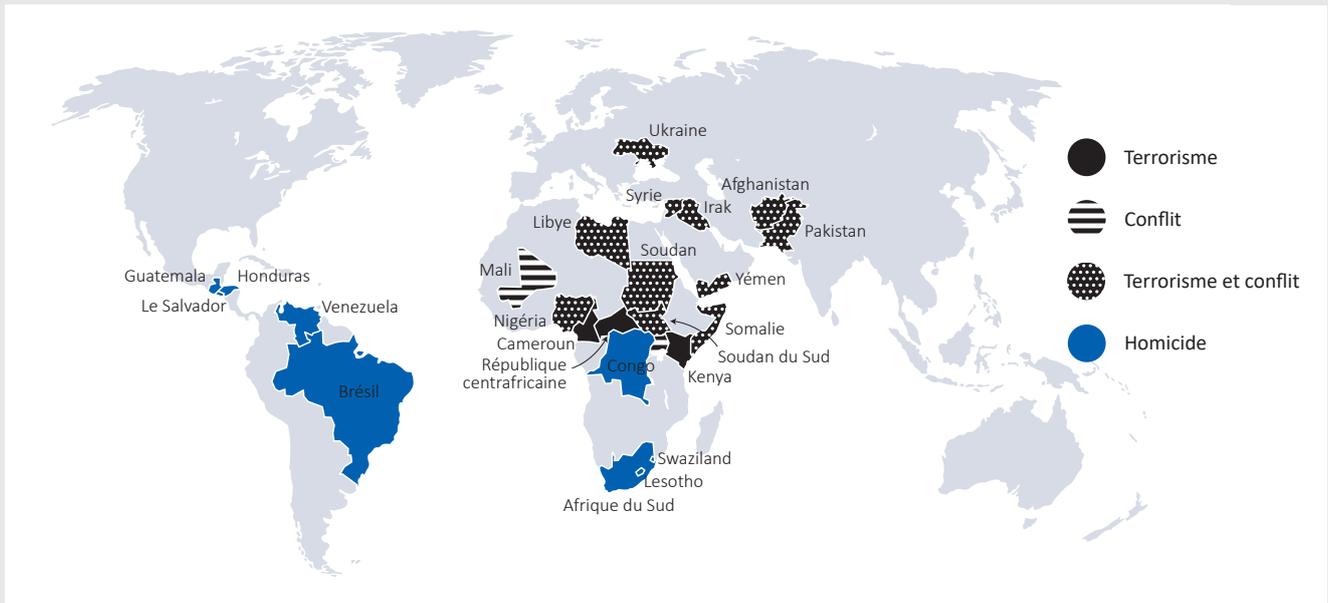
Les données de la Figure 3 ne contiennent pas d'indication sur le rôle de la dégradation de l'environnement ou du changement climatique dans le nombre et le type de conflits.

## Au niveau mondial, le conflit n'est pas la cause première des morts violentes

On observe également de la violence, sous toutes ses formes, dans des contextes non touchés par une violence armée politique et non considérés généralement comme fragiles (OCDE 2016). En chiffres absolus, le nombre de décès par mort violente recensé en 2015 est plus important dans des grands pays comme le Brésil et l'Inde, qui ne connaissent aucun conflit, qu'en Syrie (Small Arms Survey 2016). De plus, parmi les 37 pays les plus touchés par des violences meurtrières en 2012, seuls 6 sortaient d'un conflit ou avaient récemment vécu un conflit (Secrétariat de la Déclaration de Genève, 2015).

### Figure 4 : pays où le risque de violences meurtrières est le plus élevé

Figure adaptée de OCDE 2016 ; sources de données : Muggah 2016



## Changement climatique, envolée des prix des aliments et conflits : le Printemps Arabe

Le changement climatique a joué un rôle dans la chaîne des événements qui ont conduit au Printemps Arabe, même s'il n'était pas en lui-même un déclencheur. En 2010-2011, des conditions météorologiques extrêmes au niveau mondial<sup>2</sup> ont fait plus que doubler les prix mondiaux du blé. Cinq sur six des plus grands exportateurs mondiaux de blé ont souffert d'incidents qui ont gravement endommagé ou diminué leurs récoltes (Bailey et Wellesley 2017). Il y a eu des pluies record au Canada, des sécheresses et des feux de broussailles en Russie, des sécheresses en Ukraine, des tempêtes aux États-unis et des pluies record en Australie consécutives au phénomène climatique La Niña. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix des aliments. Cette région a peu de terres arables, des ressources en eau limitées et la proportion de denrées alimentaires la plus élevée par habitant, de 25 à 50 % de son alimentation. Sans en être la cause principale, le prix des aliments peut être considéré comme un facteur d'aggravation dans le chaos de la région. Les manifestations en Égypte, par exemple, visaient principalement le régime du Président Mubarak, mais, dans ce pays, un tiers de l'apport calorique vient du pain, et près de 40 % du revenu des ménages est consacré à l'alimentation (Sternberg 2013). Le Printemps Arabe se serait probablement produit, d'une manière ou d'une autre, mais sa survenance a pu être précipitée par le réchauffement planétaire (Johnstone et Mazo 2013).

## Sécheresse, gestion des terres et conflit : Darfour

En 2007, le Secrétaire Général des Nations unies de l'époque, Ban Ki-moon, écrivait : « Le conflit au Darfour a commencé comme une crise écologique » (Null et Risi 2016). En 2003, le conflit au Darfour, Soudan, s'intensifie, mais ses origines remontent aux grands changements survenus dans les régimes de précipitations qui se sont produits 20–30 ans plus tôt.

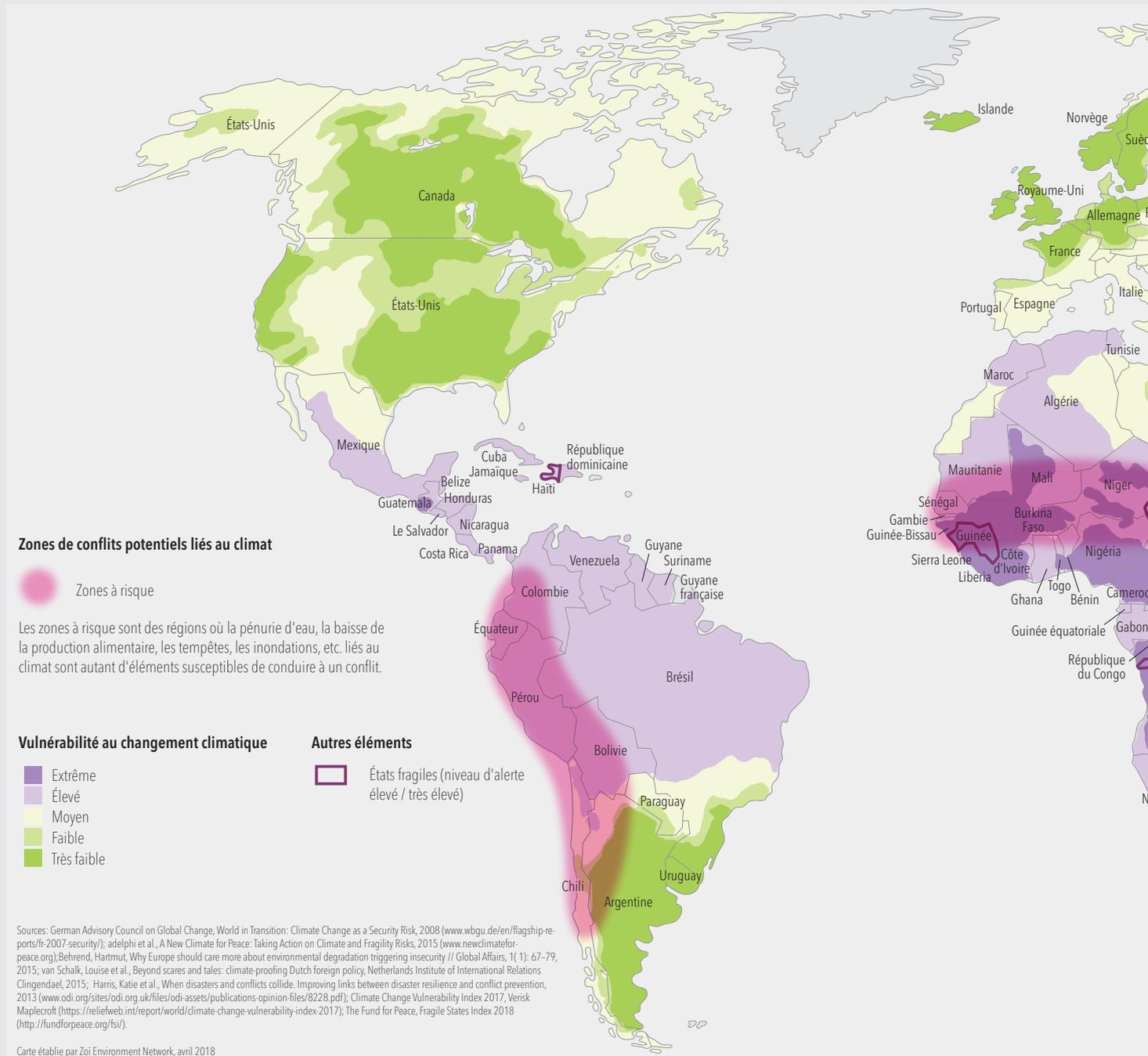
À l'origine, les conflits pour les ressources étaient arbitrés par un système de gouvernance locale, administré par les tribus au pouvoir. Chaque homme recevait une parcelle de terrain, mais les droits de pâture et l'accès aux points d'eau restaient communaux. Les autorités coutumières se réunissaient pour négocier des ajustements aux modèles de pâturage des différents groupes tribaux une fois la grille des précipitations clarifiée. Une tribu touchée par de faibles précipitations pouvait utiliser la terre d'un territoire appartenant à une autre tribu (BM/ONU 2018).

La sécheresse et la famine des années 70 et 80 ont créé de nouveaux schémas migratoires pour les gardiens de troupeaux nomades. Les Zaghawa, par exemple, éleveurs de chameaux vivant au nord du Darfour, ont émigré au-delà de leurs zones de pâturage dans le sud et, par conséquent, ont déplacé d'autres gardiens de troupeaux. De plus, les migrants, passant outre le droit coutumier, ont commencé à réclamer des droits sur les terres en vertu d'un nouveau droit écrit. En réaction, les fermiers ont interdit les accès et repoussé les nomades (Null et Risi 2016). Finalement, une décision du gouvernement national de 1971 a déclaré les autorités locales incompetentes, créant ainsi un vide qui a conduit à l'effondrement du système intertribal en matière de gestion de l'utilisation des terres.

La sécheresse a contribué à une crise continue et complexe au Darfour. Au même moment, la fragilité de la situation a compromis le maintien des mécanismes relatifs à la gestion des ressources naturelles (Harris et al. 2013).

<sup>2</sup> Tandis que les événements météorologiques extrêmes isolés ne peuvent pas être clairement attribués au changement climatique, la série d'événements survenus en 2010–2011 est exactement ce à quoi nous devrions nous attendre, de plus en plus, à mesure que la température mondiale augmente.

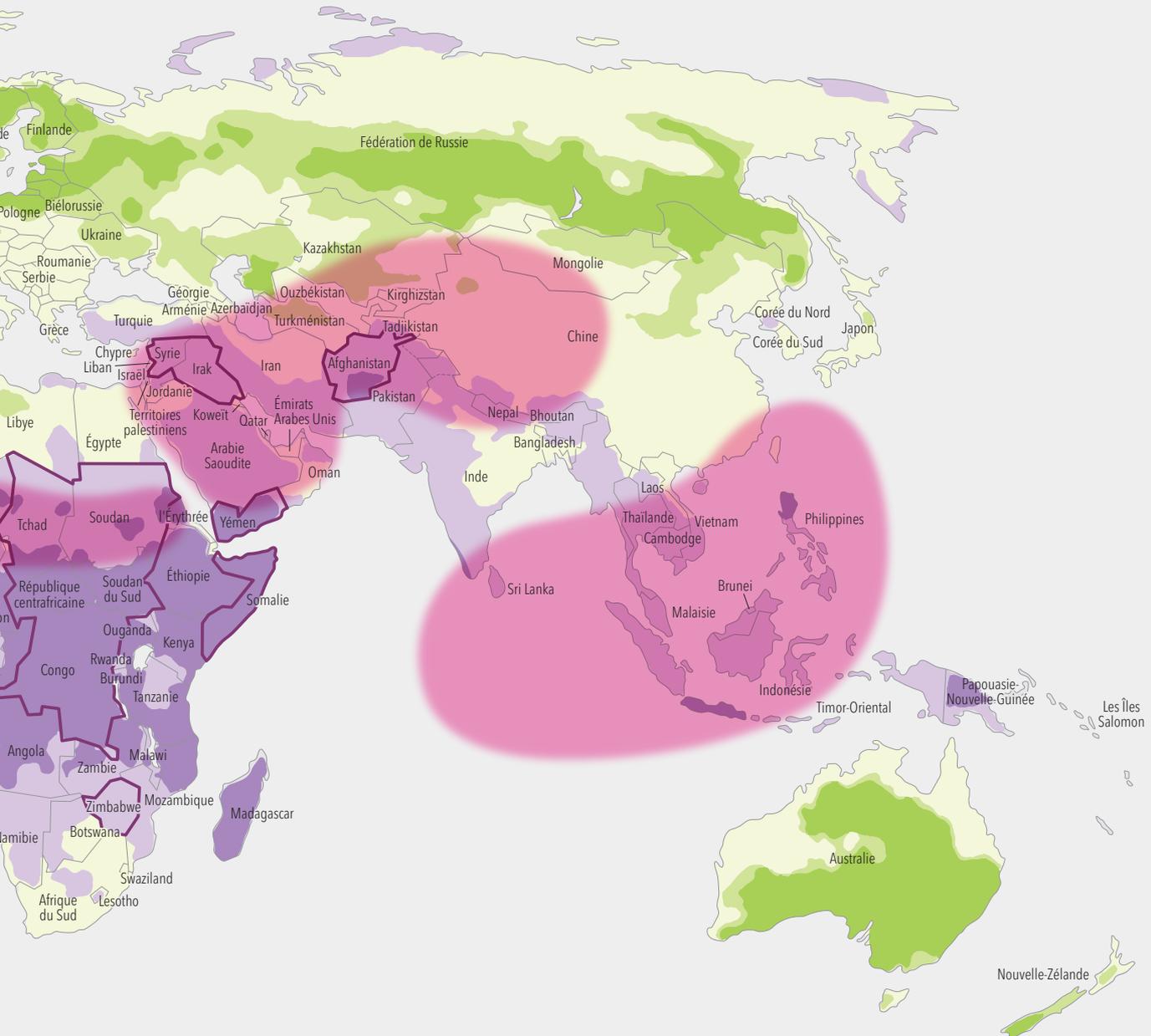
**Figure 5 : conflits potentiels liés au climat**



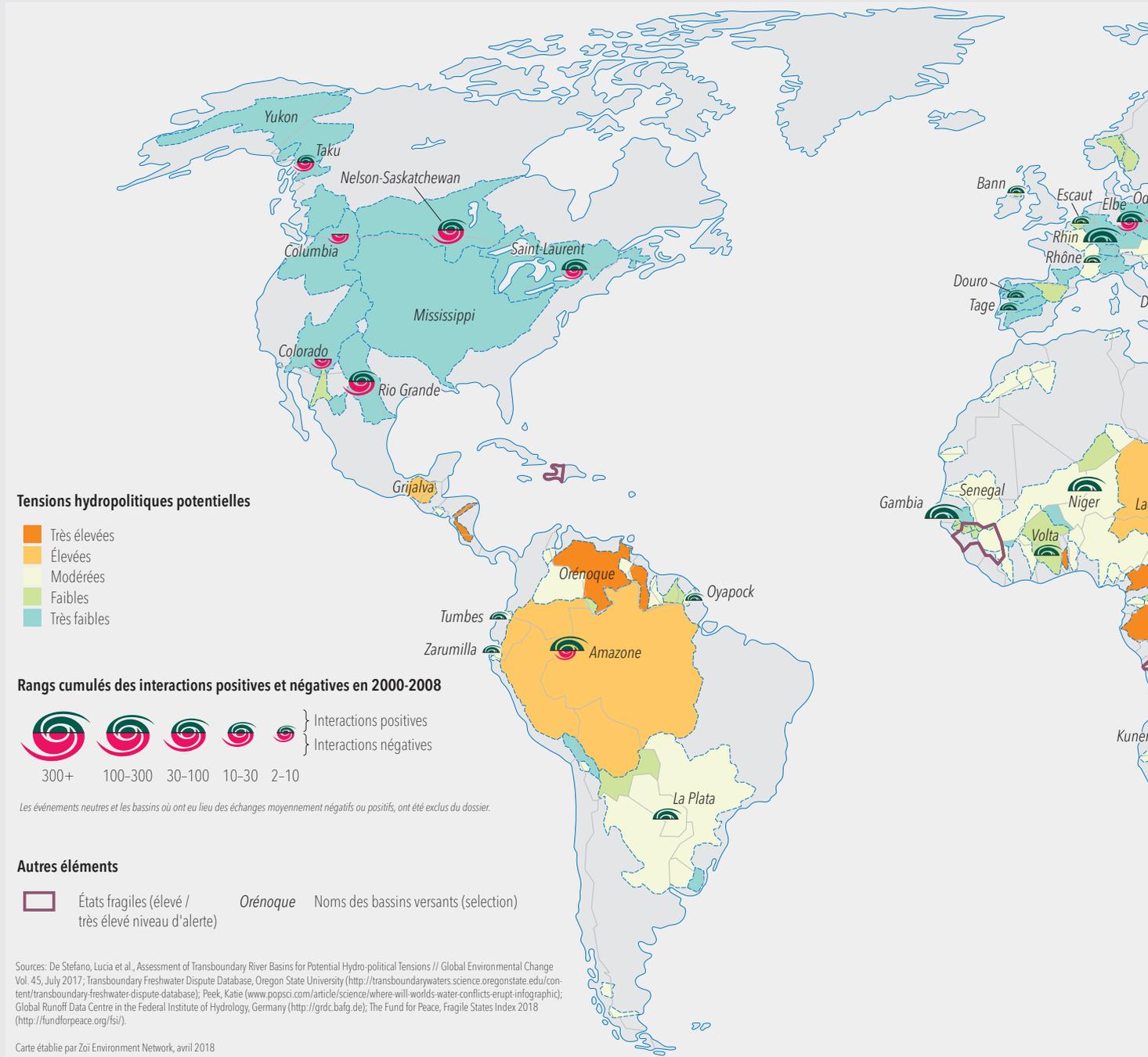
## Où la vulnérabilité au changement climatique rencontre la fragilité

Les changements nombreux et profonds qu'occasionne le changement climatique sur les systèmes naturels et humains, peuvent exposer davantage les sociétés à des tensions, à des conflits ou à des désaccords. Les États en situation de fragilité – ceux où les fonctions étatiques de base sont manquantes, la confiance dans les institutions étatiques faible et l'inégalité élevée – sont particulièrement vulnérables. Les facteurs de risque propres au changement climatique vont d'une fréquence accrue des sécheresses, des inondations et des tempêtes à un stress hydrique accru, une sécurité alimentaire moindre

et une migration forcée. Les régions à risque incluent de grandes parties de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie Centrale et de l'Asie du Sud-Est, des Caraïbes et des Andes. La fonte accélérée de la banquise arctique ajoute un défi supplémentaire, celui d'une concurrence accrue relative aux ressources précieuses et aux voies de transport.



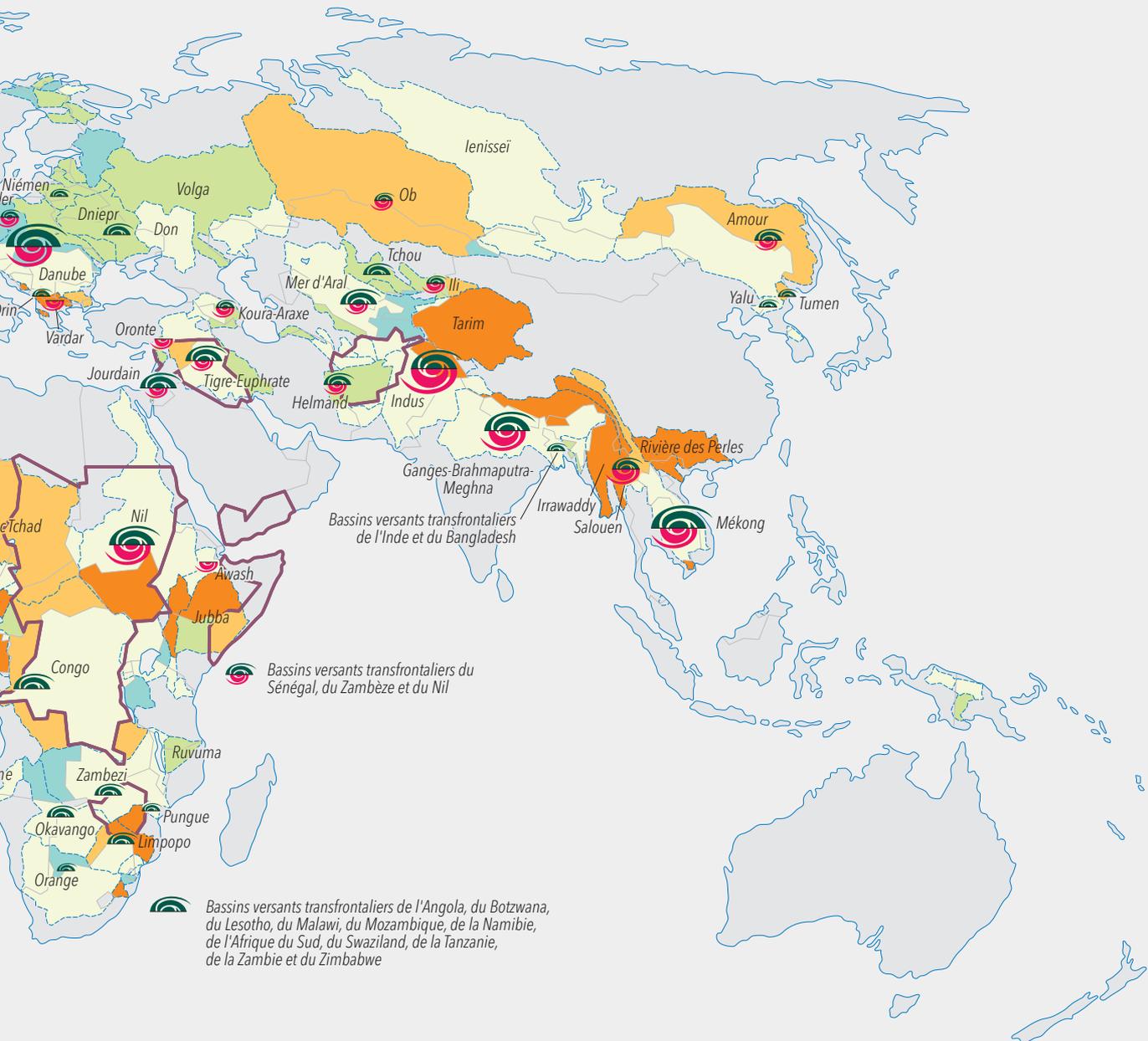
**Figure 6 : tension et coopération dans les bassins transfrontaliers**



## Pénurie d'eau et conflits

Les eaux partagées peuvent causer et causent des conflits entre les États riverains, mais elles peuvent aussi encourager la coopération. Les bassins hydriques dotés de grandes installations récentes, comme des barrages ou des centrales hydrauliques, et ceux où les institutions pour une coopération inter-États sont faibles ou s'affaiblissent, sont les plus susceptibles d'entrer en conflit. L'impact du changement climatique, des conflits antérieurs, et de la situation politique et économique générale peuvent accentuer davantage le risque de tensions. Encore que les dernières données disponibles pour la

période 2000-2008 (présentées sur la carte sous forme de symboles, dont la taille est proportionnelle à la quantité et à l'importance des interactions dans chaque bassin) prouvent que la coopération dans les eaux partagées prévaut généralement sur le conflit.



# Développement des politiques et réponses

## Reconnaître l'interdépendance entre environnement, fragilité et conflit

L'interdépendance entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit a été examinée et établie lors de plusieurs forums internationaux. En 2009, l'Assemblée Générale des Nations unies a discuté de l'impact du changement climatique sur la sécurité. De plus, avec l'adoption des Objectifs de développement durable en 2015, les États membres de l'Assemblée générale des Nations unies ont établi que les objectifs avaient des liens entre eux, comme l'ODD 16 sur la paix, la justice et des institutions efficaces ainsi que l'ODD 13 sur la lutte contre le changement climatique, l'ODD 6 sur l'eau propre et l'assainissement, ou encore l'ODD 15 sur la vie terrestre. Le Conseil de sécurité des Nations unies a tenu différents débats, formels et informels, sur le lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit au cours des dix dernières années. Le Conseil de sécurité a récemment établi, dans sa Résolution 2349, les effets négatifs du changement climatique sur la stabilité de la région. Un autre exemple, récent lui aussi, est la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la diplomatie préventive et les eaux transfrontalières de 2016. La corrélation entre problèmes environnementaux et sécurité a aussi été établie par d'autres acteurs internationaux, comme l'OTAN, l'OSCE, l'Union européenne, l'Union africaine et le G7.

## Les projets de coopération au développement s'attaquent aux éléments spécifiques du lien

Les projets mis en place jusque là ont surtout traité séparément l'environnement, le changement climatique, la fragilité et les conflits, mais il existe de nombreux projets de coopération au développement qui examinent les liens importants dans la chaîne de causalité de la dégradation de l'environnement et des conflits.

Dans certains pays, en zone rurale, les revenus semblent jouer un rôle essentiel dans l'établissement d'un lien entre la dégradation de l'environnement, le changement climatique et les conflits (Detges 2017). Les projets de développement qui soutiennent les fermiers dans l'utilisation de cultures plus résistantes, qui remettent en état des terres dégradées ou qui mettent en place des régimes d'assurance couvrant les déficits de production, peuvent aider à prévenir des crises menant au conflit.

Les États en situation de fragilité et les institutions faibles offrent un contexte dans lequel la dégradation de l'environnement peut conduire au conflit. Construire et stabiliser les structures étatiques permet aux gouvernements et à leurs institutions de prendre les mesures nécessaires lors d'une crise et de soutenir leur population. Les projets de développement en faveur d'autorités locales, efficaces et accessibles, qui fournissent des services de base, peuvent améliorer les relations et la confiance entre la population et son gouvernement.

## Diplomatie climatique et de l'eau

Certains pays maintiennent une diplomatie climatique ou de l'eau qui intègre, dans leur politique étrangère, les problèmes relatifs à l'eau ou au changement climatique, afin de répondre à de grands objectifs sur le long terme, comme la stabilité au sein d'une région. Le Ministère des Affaires étrangères du Japon, par exemple, ne voit pas le changement climatique comme un problème environnemental, mais comme une menace pour la paix et la sécurité. Il a donc engagé des travaux pour intégrer le changement climatique dans l'agenda de sa politique étrangère (adelphi 2018). De même, le Ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne reconnaît que le changement climatique peut accroître le risque de conflit. Il a, entre autres, soulevé la question auprès du Conseil de sécurité des Nations unies et cherché des solutions préventives par la coopération au développement (Ministère fédéral des Affaires étrangères 2017). La diplomatie de l'eau de la Suisse est un autre exemple. Le pays ne soutient pas seulement les pays en développement dans l'amélioration de leur gestion et de leur coordination de l'eau au-delà des frontières, mais lance aussi des dialogues internationaux sur le lien entre eau et conflit (EDA 2015).

## Enjeux clés

### Enjeu clé 1 : la dégradation de l'environnement est un multiplicateur de menaces

Les conflits naissent de l'interaction de plusieurs facteurs, l'un d'eux pouvant être l'accès aux ressources naturelles. La dégradation de l'environnement, aggravée par le

changement climatique, peut avoir des effets négatifs sur les revenus et les moyens de subsistance en zone rurale. Là où les institutions sont faibles et le gouvernement et la société dans l'incapacité de relever les défis, le risque de conflit s'accroît. On retrouve souvent ces conditions dans des environnements fragiles.

### **Enjeu clé 2 : combler le fossé dans la prise de conscience dans les chaînes de causalité réclame de plus amples recherches**

La relation entre dégradation de l'environnement et conflits est complexe. L'absence d'accès aux ressources naturelles peut augmenter, de manière indirecte, le risque de conflits en compromettant un ou plusieurs moteurs de conflit déjà solidement établis. Plusieurs de ces liens distincts sont solidement prouvés dans les chaînes de causalité, mais des informations systématiques et complètes sur les problèmes, comme les institutions locales, la gestion des ressources naturelles, les efforts d'adaptation ou les schémas migratoires, sont souvent manquantes. Il faut entreprendre davantage de recherches quantitatives, d'études de cas et de recherches axées sur la théorie pour mieux comprendre le lien de cause à effet (Detges 2017).

### **Enjeu clé 3 : la gestion commune des ressources en eau peut prévenir les conflits et favoriser la paix**

La gestion conjointe des ressources en eau peut avoir un effet positif sur la stabilité d'une région, et peut aider à instaurer un climat de confiance au-delà des frontières. Dans le passé, le fait de partager les ressources en eau a le plus souvent conduit à une coopération qu'à des conflits violents (Yoffe et al. 2003, Barnaby 2009). La demande croissante et les effets du changement climatique sur la disponibilité en eau pourraient cependant modifier cette situation.

### **Enjeu clé 4 : inclure la gestion des ressources dans les accords de paix peut être un tremplin vers une paix durable**

Les pays ayant déjà connu des conflits armés, risquent davantage de retomber dans le conflit (Webersik et Levy 2016). Pour maintenir la paix, les parties doivent traiter les causes profondes ou les véritables raisons qui ont conduit à un conflit armé. Il faut notamment s'intéresser aux facteurs tels que la discrimination interethnique, le refus d'accès aux ressources naturelles, la pauvreté généralisée, et la mauvaise gouvernance qui mène au pillage

des ressources naturelles. L'intégration de dispositions particulières dans un accord de paix permet de trouver des solutions sur mesure, et peut être considérée comme un tremplin vers une paix durable. Le mécanisme de gestion des ressources naturelles après-conflit doit pouvoir s'adapter aux nouveaux développements, y compris par l'élaboration de politiques plus démocratiques, et la mise en œuvre d'accords de paix doit être suivie et appliquée par des tiers (Webersik and Levy 2016).

### **Enjeu clé 5 : une approche préventive permet de mieux relever les défis**

Il est essentiel de réduire les risques de conflit par des mesures de prévention (BM/ONU 2018). Ces mesures peuvent inclure des efforts aux niveaux local et national par le biais d'activités diverses – l'égalité d'accès aux sources d'eau ; la restitution des terres ; des pratiques agricoles durables apportant des revenus décentes en zone rurale ; le reboisement pour éviter les glissements de terrain et autres catastrophes naturelles ; le soutien aux institutions démocratiques ; et la prévention de la migration forcée. L'intégration du lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit dans la coopération au développement, pourrait aider à concevoir des projets efficaces. La prévention d'une augmentation supplémentaire des risques demande plus d'engagement au niveau international sur ces problèmes mondiaux, tels que le changement climatique, la biodiversité, la gestion de l'écosystème et, bien sûr, la sécurité.

### **Enjeu clé 6 : un processus international sur le lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit peut aider à identifier des zones de priorité communes**

Tout comme l'Initiative Nansen sur le changement climatique et la migration forcée, un processus international sur le lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit pourrait aider à développer une compréhension commune et à identifier les mesures devant être mises en œuvre (Rüttinger et Pohl 2016). Bien que les interdépendances soient souvent abordées dans divers forums, il serait bon de mettre en place un processus plus ciblé. Il est primordial de clarifier les concepts pour pouvoir parvenir à des accords dans l'ensemble des disciplines et des politiques (Mobjörk et al. 2016). Cela pourrait améliorer la collaboration et la connaissance nécessaires permettant de s'attaquer aux défis, et pourrait aider à identifier les mesures de mise en œuvre et les priorités communes.

## Pertinence pour la DDC

Les objectifs stratégiques de la Suisse en matière de coopération au développement incluent la prévention et la gestion des conséquences des crises, des catastrophes et de la fragilité, et la promotion de la transformation des conflits (Der Bundesrat 2016). La Direction du Développement et de la Coopération (DDC) a renforcé son engagement dans les environnements fragiles. Près de la moitié des pays et des régions où la Suisse est active, peut être considérée comme fragile, car ils souffrent des effets des conflits internes ou externes, des fréquentes catastrophes naturelles, de la faiblesse ou de l'instabilité des institutions gouvernementales, de l'extrême pauvreté, de la violence et de l'arbitraire politique (DDC 2017a). Selon les stratégies de consolidation de la paix et de renforcement de l'État relatives au travail de la DDC dans des contextes fragiles et de conflit, l'un des cinq thèmes prioritaires a trait aux conflits liés aux ressources naturelles (DDC 2015).

Pour chacun des pays prioritaires de la DDC, une analyse du contexte constitue la base de la stratégie adoptée (DDC 2013). Les données sur les conditions environnementales, comme la base des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement ou les catastrophes naturelles, sont recueillies. De plus, l'analyse des fragilités d'un contexte permet d'évaluer l'importance des fragilités à traiter. C'est la base d'une stratégie de programme prenant en compte les risques de conflit, très importante pour la coopération au développement dans des contextes fragiles.

La région des Grands Lacs en Afrique est un exemple de l'engagement de la DDC dans une région fragile, en lien avec les ressources naturelles, où l'objectif est d'aider à stabiliser la situation après les crises et les conflits des années 90. L'un des projets vise à favoriser la coopération transfrontalière quant à l'eau du Nil, dans le sous-bassin de Sio-Malaba-Malakis que partagent le Kenya (en amont) et l'Ouganda (en aval). Les sujets préoccupants sont le captage et la dégradation de l'eau dus à des pratiques agricoles non viables et à la surexploitation des ressources (DDC 2017b). Après une étude démontrant les avantages d'une coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau, un processus participatif a été lancé pour développer davantage des scénarios de collaboration.

Grâce à son Programme mondial sur le Changement climatique et l'Environnement, la DDC aborde les conséquences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement qui menacent de plus en plus

les réalisations en matière de développement et de réduction de la pauvreté. La DDC permet aux gens de s'adapter et de se préparer aux risques climatiques environnementaux (DDC 2017c). La promotion de la prise en compte de considérations environnementales et climatiques dans les opérations de développement, établit un lien vers les engagements de la DDC dans les contextes fragiles et les conflits.

D'autres programmes internationaux de la DDC traitent aussi des aspects pertinents du lien entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit. Dans son programme sur la sécurité alimentaire, par exemple, la DDC aide les petits fermiers à produire durablement et à utiliser, de manière efficace, leurs ressources. Elle s'efforce d'accroître leur résilience. Un autre programme traite des différents aspects de la migration, y compris la protection dont les migrants ont besoin en cas de conflits et de catastrophes naturelles.

Le lien entre concurrence sur les ressources naturelles en déclin et conflits, est beaucoup plus explicitement établi dans le Programme mondial sur l'eau de la DDC. La gestion équitable des ressources en eau est reconnue comme une condition préalable au développement, à la stabilité et à la paix durables. Ainsi, la Suisse travaille dans les zones à risque qui souffrent du manque d'eau, et associe dialogue politique entre les pays au plus haut niveau et mesures communes en matière de gestion des eaux. Ces démarches s'insèrent dans les lignes d'action du DFAE sur l'eau et la sécurité (DDC 2017b).

Les interventions de la Suisse traitent déjà, dans une certaine mesure, les liens qui existent entre environnement, changement climatique, fragilité et conflit. Néanmoins, l'analyse du contexte pour établir les stratégies d'un pays pourrait bénéficier d'une plus grande attention sur le plan environnemental d'une fragilité. De plus, la Suisse a de l'expérience dans plusieurs domaines spécifiques pertinents pour le lien, notamment la fragilité, la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique, la dégradation de l'environnement et la sécurité de l'eau. Cette expertise pourrait être utilisée pour améliorer la compréhension des interconnexions à l'échelle mondiale et dans les domaines prioritaires de coopération au développement de la Suisse, et pour soutenir les mesures visant à éviter les conflits et à promouvoir la stabilité et la paix.

# Références

- adelphi 2018: Japan's Foreign Ministry is clear about climate and security - Interview with Tomoaki Ishigaki, online: <https://www.youtube.com/watch?v=RcpSRZUtabl> [27 April 2018].
- Adger, W.N., J.M. Pulhin, J. Barnett, G.D. Dabelko, G.K. Hovelsrud, M. Levy, Ú. Oswald Spring, and C.H. Vogel 2014: Chapter 12 on Human security. In: Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L. White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, S. 755-791.
- Allansson, M., E. Melander, and L. Themnér 2017: Organized Violence, 1989-2016, *Journal of Peace Research* 54 (4), p. 574-87.
- Bailey R. und L. Wellesley, 2017: *Chokepoints and Vulnerabilities in Global Food Trade*, Chatham House Report, The Royal Institute of International Affairs.
- Banque mondiale et Nations Unies (BM/ONU) 2018: *Pathways for Peace - Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Conference Edition.
- Barnaby, W. 2009: Do nations go to war over water?, *Essay, Nature* Vol. 458.
- Behrend, H. 2015: Why Europe should care more about environmental degradation triggering insecurity, *Global Affairs* 1:1, 67-79.
- Bodansky, D. 2003: Legal Regulation of the Effects of Military Activity on the Environment, Study for the German Federal Environmental Agency - Excerpts. online: <http://www.bmub.bund.de/fileadmin/bmu-import/files/pdfs/allgemein/application/pdf/voelkerrecht.pdf> [4 May 2018].
- Bundesanstalt für Gewässerkunde: Global Runoff Data Centre, online: <http://grdc.bafg.de> [7 June 2018].
- Der Bundesrat 2016: *Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit vom 17. Februar 2016*.
- De Stefano, Lucia, Jacob D. Petersen-Perlman, Eric A. Sproles, Jim Eynard, Aaron T. Wolf 2017: Assessment of transboundary river basins for potential hydro-political tensions, in: *Global Environmental Change* 45 (2017), p. 35-46.
- Detges, A. 2017: *Climate and Conflict: Reviewing the Statistical Evidence*, A summary for policy-makers, Climate Diplomacy Report, Berlin: adelphi.
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC) 2013: *Context Analysis in Fragile and conflict affected contexts, How to Note*, online: <https://www.shareweb.ch/site/Conflict-and-Human-Rights/tools/Dokumente%20Shareweb%20von%20Excelliste/Context%20Analysis%20in%20fragile%20and%20conflict%20affected%20contexts.pdf> [6 June 2018].
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC) 2015: *Peacebuilding and Statebuilding Strategy for SDC's work in fragile and conflict contexts*, online: [https://www.eda.admin.ch/dam/deza/en/documents/publikationen/Diverses/peacebuilding-statebuilding-strategy-sdc\\_EN.pdf](https://www.eda.admin.ch/dam/deza/en/documents/publikationen/Diverses/peacebuilding-statebuilding-strategy-sdc_EN.pdf) [20 June 2018].
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC) 2017a: *Working in fragile states: providing long-term support to governments and populations*, online: <https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/themes-sdc/fragile-contexts-and-prevention/sdc-work-fragile-contexts.html> [21 March 2018].
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC) 2017b: *Water as an Asset for Peace, Atlas of Risks and Opportunities*, SDC: Bern.
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC) 2017c: *Global Programme Climate Change and Environment, Strategic Framework 2017-2020*, SDC: Berne.
- ENVSEC 2017: *About Us*, online: [http://www.envsec.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=60&Itemid=176&lang=en](http://www.envsec.org/index.php?option=com_content&view=article&id=60&Itemid=176&lang=en) [16 March 2018].
- Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) 2015: *Wasser und Sicherheit, Aktionslinien des EDA vom 14.9.2015*, online: <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/40975.pdf> [9 May 2018].
- German Advisory Council on Global Change (WBGU) 2008: *Climate change as a Security Risk*, Springer-Verlag Berlin, Heidelberg, New York.
- Gleditsch, N. P., P. Wallensteen, M. Eriksson, M. Sollenberg, and H. Strand 2002: *Armed Conflict 1946-2001: A New Dataset*, *Journal of Peace Research* 39 (5), p. 615-37.
- Harris, K., D. Keen and F. Mitchell 2013: *When disasters and conflicts collide, improving links between disaster resilience and conflict prevention*, ODI: London.
- Johnstone, S. and J. Mazo 2013: *Global Warming and the Arab Spring*, in: C.E. Werrell und F. Femia (eds.): *The Arab Spring and Climate Change, A Climate and Security Correlations Series*, Washington: Center for American Progress, Stimson, The Center for Climate and Security.
- Mason, S.A., A. Muller, A. Schnabel, R. Alluri, C. Schmid 2008: *Linking Environment and Conflict Prevention, The role of the United Nations*, Full Report by swisspeace and Center for Security Studies, ETH Zürich.
- Means, K., C. Josayma, E. Nielsen, V. Viriyasakultorn 2002: *Community-based forest resource conflict management: a training package*. Rome: FAO, online: <http://www.fao.org/3/a-y4300e.pdf> [4 May 2018].
- Ministère fédéral des Affaires étrangères 2018: *Climate and security*, online: <https://www.auswaertiges-amt.de/en/ausser-politik/themen/klima/klimaundsicherheit-node> [9 May 2018].

- Mobjörk, M., M.-Th. Gustafsson, H. Sonnsjö, S. van Baalen, L. M. Dellmuth and N. Bremberg 2016: Climate-related security risks, Stockholm International Research Institute: Solna, Sweden.
- Muggah, R. 2016: Terrorism is on the rise – but there’s a bigger threat we’re not talking about, World Economic Forum International Security blog, 8 April 2016, online: <https://www.weforum.org/agenda/2016/04/terrorism-is-on-the-rise-but-there-s-a-bigger-threat-we-re-not-talking-about/> [7 June 2018].
- Null, S. and L. H. Risi 2016: Navigating Complexity: Climate, Migration, and Conflict in a Changing World, Office of Conflict Management and Mitigation Discussion Paper, Washington, DC: U.S. Agency for International Development and Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- OCDE 2016: States of Fragility 2016, Understanding Violence, OECD Publishing, Paris, online: [https://read.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2016\\_9789264267213-en#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1) [6 June 2018].
- Oregon State University: Transboundary Freshwater Dispute Database, online: <http://transboundarywaters.science.oregon-state.edu/content/transboundary-freshwater-dispute-database> [7 June 2018].
- Peek, Katie 2014: Where Will The World’s Water Conflicts Erupt?, A heatmap of war over water, Popular Science, online: <https://www.popsci.com/article/science/where-will-worlds-water-conflicts-erupt-infographic> [7 June 2018].
- Protocole de Genève I (Protocol Additional to the Geneva conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts, 8 June 1977): <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/INTRO/470?OpenDocument> [7 June 2018].
- Rüttinger, L., D. Smith, G. Stand, D. Tänzler und J. Vivekananda 2015: A New Climate for Peace, Taking Action on Climate and Fragility Risks. Berlin, London, Washington DC, Paris: adelphi, International Alert, Woodrow Wilson International Center for Scholars, European Union Institute for Security Studies.
- Rüttinger, L. and B. Pohl 2016: Klimawandel und Sicherheit in der Schweizer Aussen- und Sicherheitspolitik, Grundlagenstudie im Auftrag des EDA.
- Secrétariat de la Déclaration de Genève 2015: Global Burden of Armed Violence 2015: Every Body Counts, Geneva, online: <http://www.genevadeclaration.org/measurability/global-burden-of-armed-violence/global-burden-of-armed-violence-2015.html> [6 June 2018].
- Small Arms Survey 2016: Monitoring trends in violent deaths, Research Notes, No. 59, September 2016, Geneva, online: [http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/H-Research\\_Notes/SAS-Research-Note-59.pdf](http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/H-Research_Notes/SAS-Research-Note-59.pdf) [6 June 2018].
- Sternberg, T. 2013: Chinese Drought, Wheat, and the Egyptian Uprising: How a Localized Hazard Became Globalized, in: C.E. Werrell und F. Femia (eds.): The Arab Spring and Climate Change, A Climate and Security Correlations Series, Washington: Center for American Progress, Stimson, The Center for Climate and Security.
- Sundberg, R., K. Eck, and J. Kreutz 2012: Introducing the UCDP Non-State Conflict Dataset, Journal of Peace Research 49 (2), p. 351-62.
- The Fund for Peace 2018: Fragile States Index 2018, online: <http://fundforpeace.org/fsi/> [7 June 2018].
- van Shaik, Louise, Eva Maas, Rosa Dinnissen, Joost Vos 2015: Beyond scares and tales: climate-proofing Dutch foreign policy, Clingendael report for the Netherlands Environmental Assessment Agency (PBI).
- Verisk Maplecroft 2017: Climate Change Vulnerability Index 2017, online: <https://reliefweb.int/report/world/climate-change-vulnerability-index-2017> [7 June 2018].
- Webersik, C. and M. Levy 2016: Reducing the Risk of Conflict Recurrence: The Relevance of Natural Resource Management, Governance, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding, ed. C. Bruch, C. Muffett, and S. S. Nichols. London: Earthscan.
- WWF 2016: Living Planet Report 2016, Risk and resilience in a new era. WWF International, Gland, Switzerland.
- Yoffe, S., A. T. Wolf und M. Giordano 2003: Conflict and Cooperation over International Freshwater Resources: Indicators of Basins at Risk, Journal of the American Water Resources Association.

## Collaborateurs

Auteurs : Anik Kohli (INFRAS), Myriam Steinemann (INFRAS), Nickolai Denisov (Zoï Environment Network) avec la participation de Simone Droz (DDC)

Conception et mise en page : Zoï Environment Network

